

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SIVOM STGAUDENS MONTREJEAU ASPET MAGNOAC

Lieu-dit la Grouade
Route du Circuit
31800 ST GAUDENS

Références : 2022-1013
Code AIOT : 0006804665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SIVOM STGAUDENS MONTREJEAU ASPET MAGNOAC implanté site de Pihourc Liéoux et Latoue 31800 LIEOUX. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite annuelle pour ce site. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIVOM STGAUDENS MONTREJEAU ASPET MAGNOAC
- site de Pihourc Liéoux et Latoue 31800 LIEOUX
- Code AIOT : 0006804665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux est exploitée depuis 1996 par le SIVOM de St Gaudens. Les déchets enfouis proviennent principalement du SYSTOM des Pyrénées, des départements de la Haute-Garonne, de l'Ariège et des Hautes-Pyrénées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vidéosurveillance des déchargements
- conditions d'élimination des déchets
- suites de la visite précédente
- gestion du biogaz et des lixiviats

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 19	/	Sans objet
3	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	/	Sans objet
4	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	/	Sans objet
5	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	/	Sans objet
6	Conditions de l'élimination - Caractérisation et contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
7	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
8	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
9	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37	Observation	Sans objet
10	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.	/	Sans objet
11	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > III.	/	Sans objet
12	Envols	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 14	/	Sans objet
13	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.1	/	Sans objet
16	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.	/	Sans objet
19	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > II.	/	Sans objet
20	Stockage de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	/	Sans objet
21	Installation de tri des DIB	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46-II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	/	Sans objet
14	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.3	/	Sans objet
15	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 18	/	Sans objet
18	Eaux extérieures et intérieures	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14 > I.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier la mise en place du dispositif d'enregistrement des déchargements par vidéosurveillance et la prise en compte des évolutions réglementaires relatives aux conditions d'élimination des déchets en installation de stockage de déchets non dangereux. L'inspection a relevé 17 faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité et ne présentent pas un risque important pour l'environnement et 4 faits conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<p>Constats : L'exploitant dispose de caméras au niveau du pont bascule et d'une caméra au niveau du quai de déchargement. La caméra au niveau du quai de déchargement ne permet pas de voir précisément la plaque lors du déchargement.</p> <p>Cependant, avec les caméras situées au niveau du pont bascule il est possible d'identifier les camions en cours de déchargement, cela a été le cas pour les camions listés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plaque GC-012-XQ : ordures ménagères résiduelles provenant du SMTD65 - plaque ET-655-PK : bennes de tout venant : SYVOM déchetterie de Rieumes - plaque BZ-098-LL : ordures ménagères provenant de la société SAICA <p>Observation : il a été difficile d'associer les camions au déchargement enregistré sur la caméra, il serait opportun d'améliorer le système mis en place pour faciliter l'identification du producteur du déchet déchargé (identification de camions, emplacement caméra,etc...)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute livraison de déchets fera l'objet : - d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable : 1) Information préalable Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins 2 ans par l'exploitant. [...] 2) Acceptation préalable Les déchets non visés ci-dessus sont soumis à la procédure d'acceptation préalable. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification: la caractérisation de base et la vérification de la conformité. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une information préalable des déchets provenant du SMTD65 et de la déchetterie de Rieumes. L'exploitant a présenté le CAP concernant la société SAICA.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a informé par courrier les adhérents aux syndicats de la mise en place d'une caméra.</p> <p>Les institutions représentatives du personnel n'ont pas été consultées avant l'installation du dispositif de contrôle vidéo, l'exploitant a indiqué que ce point serait mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion.</p> <p>L'exploitant n'a pas formellement informé individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de signalisation spécifique suite à la mise en place des caméras.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
Constats : L'exploitant a indiqué que les données sont conservées un an. Lors du visionnage, l'inspection a constaté que les personnes filmées sont anonymisées, que l'enregistrement n'est pas sonore. Les images présentent la date, l'heure d'enregistrement et le numéro de caméra. L'exploitant n'a pas encore mis en place de journal permettant de recenser les indisponibilités et les opérations de maintenance réalisées sur le dispositif de caméra.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...]Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.
Constats : Les images peuvent être visionnées sur l'ordinateur au niveau du bureau d'accueil, l'exploitant prévoit de mettre un code d'accès afin de réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de l'élimination - Caractérisation et contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...]</p> <p>[...]</p> <p>IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p> <p>Constats : L'exploitant doit mettre à jour la procédure de contrôle des déchets entrants afin d'intégrer le rapport de caractérisation.</p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de non conformités au déchargement et le registre des déchets non conformes, ces éléments n'entraînent pas de commentaires de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant réalise des caractérisations pour certaines bennes de DIB (DIB professionnel) car il a mis en place un tri de ces bennes. L'exploitant a présenté les résultats des caractérisations à l'inspection, l'exploitant trie les gravats, le bois, les emballages papiers cartons, la ferraille, le verre et les déchets verts, le poids de ces matériaux est noté pour chaque benne.</p> <p>Cependant, l'exploitant ne dispose pas de rapport de caractérisation pour toutes les bennes de DIB et de tout venant de déchetterie. Ces rapports de caractérisation doivent être réalisés par le producteur de déchets mais l'exploitant doit en disposer afin d'autoriser l'élimination des déchets dans son installation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'attestation de tri fournies par les producteurs de déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p> <p>Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
Constats : L'exploitant ne dispose pas des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Suite visite précédente bilan post exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection 2021
Prescription contrôlée : Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de remettre le rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du suivi post-exploitation de Pihourc 1 (fin d'exploitation avril 2012). L'exploitant n'a pas remis le rapport, ce rapport doit comporter un bilan commenté des mesures réalisées dans le cadre du suivi post-exploitation : <ul style="list-style-type: none">- maintien et entretien de la clôture et la végétation- le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz- le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats- la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique- le suivi des volumes des lixiviats collectés, de la composition des lixiviats collectés et du biogaz.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.
Constats : L'exploitant a présenté le suivi des équipements de valorisation du biogaz. L'inspection a consulté les rapports d'analyses du biogaz, pour le mois de septembre 2022. La composition du biogaz a été analysée sur les paramètres CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, les paramètres suivants, demandés dans l'annexe II visé par l'article indiqué ci-dessus n'ont pas été analysés : H ₂ , H ₂ O, CO. Le temps de fonctionnement de la torchère n'est pas relevé mensuellement, le temps de fonctionnement et le débit de gaz traité sont relevés mensuellement. L'exploitant a présenté les éléments de suivi pour le mois de septembre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Torchère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température. La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO ₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm ³ ; CO : 150 mg/Nm ³ . Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Les concentrations en polluants sont exprimées par m ³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène. Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des gaz rejetés par les deux torchères, les analyses ont été réalisées le 3 mars 2022 par EUROPOLL. Le rapport montre que les gaz rejetés sont conformes au niveau du monoxyde de carbone mais le dioxyde de soufre n'a pas été analysé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Envois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envois
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en place des déchets et leur compactage immédiat doivent prévenir les envois. Les déchets sont recouverts au moins une fois par semaine avec des matériaux inertes (terre ou matériau équivalent). Sur le site, le volume de matériau stocké en permanence est de 100 m ³ . En tout état de cause, l'exploitant doit faire procéder à un ramassage régulier de tous déchets en dehors des casiers, à l'intérieur comme à l'extérieur du site autorisé.
Constats : L'exploitant a présenté le tableau de suivi de ramassage des envois, des campagnes de ramassage extérieures en mars et juillet 2022 et des ramassages réguliers ont été réalisés sur le site chaque mois. Lors de la visite, il a été constaté que la zone hors exploitation était peu recouverte de matériaux inertes notamment sur les flancs. L'exploitant renforcera la couverture de matériaux sur ces zones.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de valorisation et d'élimination du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements de valorisation et de destruction du biogaz doivent faire l'objet d'un enregistrement en continu du temps de fonctionnement et du débit de biogaz traité.
Constats : Le débit de biogaz traité est enregistré en continu mais le temps de fonctionnement ne fait pas l'objet d'un enregistrement en continu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques installation de traitement du biogaz		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : À la mise en exploitation de l'installation d'épuration du biogaz, le tableau de l'annexe 4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2011 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :		
Valeurs limites des rejets atmosphériques		
Paramètres	Destruction en torchère	Oxydateur thermique
	Concentration (mg/Nm³)	Concentration (mg/Nm³)
CO	150	150
COVNM		50
NOx en équivalent NO ₂		40
SOx en équivalent SO ₂	300 (si flux supérieur à 25 kg/h)	300
HCl***		3
HF****		2

Constats : Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de l'oxydateur thermique montrent que les rejets sont conformes aux valeurs limites prescrites par l'arrêté pour l'ensemble des paramètres. Le contrôle a été réalisé par CATTEC le 13 septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour lutter contre le dégagement d'odeurs, notamment par la récupération du biogaz et son traitement ainsi que le recouvrement des déchets au moins une fois par semaine avec des matériaux inertes (terre ou matériau équivalent). Si nécessaire, des produits anti odeur seront diffusés au niveau du casier en exploitation. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation.</p> <p>Constats : Un jury de nez a été mis en place et est composé de 4 riverains situés à proximité du site. En cas d'odeur, l'exploitant est informé des plaintes de riverains par la mairie, une information des communes est réalisée en cas de travaux pouvant générer des odeurs.</p> <p>Les fiches de suivi des odeurs sont transmises par l'exploitant aux riverains.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Constats : Les analyses des lixiviats traités de septembre et octobre complétés sous GIDAF ont été consultées par l'inspection après la visite. Elles montrent un dépassement en nitrates chaque mois : 23 mg/L le 21 septembre et 11 mg/L le 27 octobre. L'exploitant mettra en oeuvre des mesures correctives afin de respecter la valeur limite fixée à 10 mg/L.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de stockage des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10⁻⁹ m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une bouée ; - une échelle par bassin ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.
<p>Constats : Les bassins de stockage de lixiviats contenaient très peu de lixiviats. Lors de la visite, les bassins de stockage ne présentaient pas un repère visible en permanence afin de matérialiser le volume de réserve, une signalisation rappelant les risques, une bouée et une échelle par bassin. Ces éléments avaient été enlevés afin de réaliser des travaux sur les grillages.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18: Eaux extérieures et intérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux extérieures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte est implanté sur toute la périphérie de l'installation à l'intérieur de celle-ci, sauf si la topographie du site permet de s'en affranchir. [...] Un second fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées, ce fossé ne porte pas atteinte à l'intégrité de la tranchée d'ancrage de la géomembrane. Les eaux collectées dans ce second fossé sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de stockage.[...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a vérifié par sondage l'état des fossés de collecte des eaux externes et internes.</p> <p>Observation : le fossé des eaux internes au niveau du stockage des boues activées n'est pas maintenu en bon état, l'exploitant doit le nettoyer afin de maintenir un bon écoulement des eaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi de traitement des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; - la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; - les quantités d'effluents rejetés ; - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le registre de suivi des équipements de gestion des lixiviats. Celui-ci comporte le suivi mensuel des volumes de lixiviats pompés et des quantités d'effluents rejetés. La hauteur de lixiviats dans les puits de collectes et les bassins n'est pas relevée mensuellement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Stockage de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Durée de stockage déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au sens du présent arrêté, on entend par : "installation de stockage de déchets inertes" : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où : - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ; - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ; - les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement.</p> <p>Constats : L'inspection a constaté lors de la visite du site un stockage de déchets inertes importants, l'exploitant a indiqué qu'il serait utilisé pour des opérations d'aménagement des voiries ou du recouvrement après concassage.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis relatif au concassage des gravats inertes en stock.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le stockage de déchets avant valorisation ne doit pas être supérieur à 3 ans. L'exploitant doit justifier les opérations de valorisation réalisées avec les déchets inertes conformément à l'article L. 541-32 du code de l'environnement : "Toute personne valorisant des déchets pour la réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction doit être en mesure de justifier auprès des autorités compétentes de la nature des déchets utilisés et de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination. Dans le cadre de ces travaux, l'enfouissement et le dépôt de déchets sont interdits sur les terres agricoles, à l'exception de la valorisation de déchets à des fins de travaux d'aménagement ou de la valorisation de déchets autorisés à être utilisés comme matières fertilisantes ou supports de culture."</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Installation de tri des DIB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant réalise le tri de bennes de DIB dans son installation sans avoir déposé un dossier de porter à connaissance préalablement à la mise en place du nouvel atelier. L'exploitant déposera un dossier de porter à connaissance auprès de la préfecture décrivant les activités réalisées, l'impact sur le classement ICPE du site, l'environnement et les risques générés par l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet